

RCS : EVRY

Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1981 B 00212

Numéro SIREN : 321 057 978

Nom ou dénomination : URBAINE DE TRAVAUX

Ce dépôt a été enregistré le 25/06/2018 sous le numéro de dépôt 5483



Le 25 JUIN 2018

Numéro:

5483

URBAINE DE TRAVAUX
Société par actions simplifiée
Au capital de 2 000 000 euros
Siège social : 2 Avenue du Général de Gaulle
91170 VIRY CHATILLON

321 057 978 RCS EVRY

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 30 MARS 2018**

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2017

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2017 s'élevant à 5 493 545 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	5 493 545 euros
Report à nouveau antérieur créditeur	895 509 euros
	=====
Pour former un bénéfice distribuable de	6 389 054 euros
 A titre de dividendes	 5 800 000 euros
Soit 58 euros par action	
 Le solde	 589 054 euros
Est affecté en totalité au compte "report à nouveau".	

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 3 841 490 euros.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 4 Avril 2018.

A titre informatif, la loi de finances pour 2018 est venue modifier le régime applicable aux distributions de dividendes. Désormais, le principe est l'application du prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux global de 30 % des revenus perçus à compter du 1er janvier 2018. Ce taux forfaitaire global est constitué par une imposition à l'impôt sur le revenu à hauteur de 12,8 % auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %.

Par dérogation et sur option expresse et irrévocable, les dividendes perçus peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Lorsque l'option globale pour le barème progressif est exercée l'abattement de 40 % demeure applicable.

Dans ce cas :

- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 5 793 620 euros,
- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 6 380 euros.

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercices	Dividendes	Abattements	Sans Abattements
30 septembre 2016	3 500 000 €	3 850 €	3 496 150 €
30 septembre 2015	3 000 000 €	3 300 €	2 996 700 €
30 septembre 2014	2 300 000 €	2 530 €	2 297 470 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 30 MARS 2018

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Bernard LECLERCQ



Copie
Certifiée conforme

Désignation de l'entreprise : SAS URBAINE DE TRAVAUX		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12					
Adresse de l'entreprise 2 Avenue du Général de Gaulle 91170 VIRY CHATILLON		Durée de l'exercice précédent* 12					
Numéro SIRET* 3 2 1 0 5 7 9 7 8 0 0 0 1 7		Néant ☐ *					
		Exercice N clos le, 30092017	N-1 30092016				
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4		
Capital souscrit non appelé (I)		AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC			
		Frais de développement *	CX	CQ			
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	477 603	12 660	5 688
		Fonds commercial (1)	AH	AI	7 500		
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK			
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO	335 387	335 387	335 387
		Constructions	AP	AQ	2 801 584	559 157	596 798
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	1 430 549	321 142	130 643
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	803 904	177 234	123 979
		Immobilisations en cours	AV	AW			
		Avances et acomptes	AX	AY			
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT			
		Autres participations	CU	CV	74 454	72 654	72 654
		Créances rattachées à des participations	BB	BC	17 567	18 267	18 267
		Autres titres immobilisés	BD	BE			
		Prêts	BF	BG	216 375	276 400	276 400
		Autres immobilisations financières*	BH	BI	297 545	68 986	68 986
	TOTAL (II)		BJ	BK	5 521 142	2 011 525	1 628 805
	ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM		
En cours de production de biens			BN	BO	1 618 326	447 946	447 946
En cours de production de services			BP	BQ			
Produits intermédiaires et finis			BR	BS			
Marchandises			BT	BU			
CRÉANCES		Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW	410 110	126 077	126 077
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY	742 653	38 569 533	35 120 739
		Autres créances (3)	BZ	CA	31 329 495	25 531 788	25 531 788
DIVERS		Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC			
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE			
		Disponibilités	CF	CG	6 932 700	9 676 146	9 676 146
		Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI	62 196	49 756	49 756
Comptes de régularisation	TOTAL (III)	CJ	CK	742 653	78 922 362	70 952 454	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM					
	Ecart de conversion actif* (VI)	CN					
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	IA	6 263 796	80 933 887	72 581 259	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		(3) Part à plus d'un an			
Clause de réserve de propriété : *		Stocks :		Créances :			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise SAS URBAINE DE TRAVAUX				Néant ☐ *		
				Exercice N		
				Exercice N - 1		
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 2 000 000)			DA	2 000 000	2 000 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			DB		
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)			DC		
	Réserve légale (3)			DD	200 000	200 000
	Réserves statutaires ou contractuelles			DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours BI)			DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)			DG	1 000 000	1 000 000
	Report à nouveau			DH	895 509	151 016
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			DI	5 493 545	4 244 493
	Subventions d'investissement			DJ		
	Provisions réglementées *			DK	52 435	34 270
	TOTAL (I)			DL	9 641 490	7 629 780
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs			DM	
Avances conditionnées			DN			
TOTAL (II)			DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques			DP	7 138 210	8 490 901
	Provisions pour charges			DQ	3 367 216	2 587 070
	TOTAL (III)			DR	10 505 426	11 077 971
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles			DS		
	Autres emprunts obligataires			DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)			DU		
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)			DV		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			DW	2 333 622	1 351 919
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés			DX	31 857 138	24 968 513
	Dettes fiscales et sociales			DY	16 866 710	15 749 854
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			DZ		
	Autres dettes			EA	3 611 502	6 961 601
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)			EB	6 117 996	4 841 619
TOTAL (IV)			EC	60 786 970	53 873 508	
Ecart de conversion passif* (V)			ED			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	80 933 887	72 581 259	
RENVOIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital			1B	
	(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
			Ecart de réévaluation libre	1D		
			Réserve de réévaluation (1976)	1E		
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *			EF	
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an			EG	58 453 348
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : <u>SAS URBAINE DE TRAVAUX</u>								Néant ☐ *	
			Exercice N					Exercice (N – 1)	
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*		FA		FB		FC		
	Production vendue	{ biens * services *	FD	106 604 156	FE		FF	106 604 156	93 154 856
			FG	8 707 500	FH		FI	8 707 500	10 211 228
	Chiffres d'affaires nets *		FJ	115 311 657	FK		FL	115 311 657	103 366 084
	Production stockée*						FM	1 170 380	(1 208 142)
	Production immobilisée*						FN		
	Subventions d'exploitation						FO		700
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)						FP	10 403 016	12 414 380
	Autres produits (1) (11)						FQ	201 768	351 446
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	127 086 822	114 924 469
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*						FS		
	Variation de stock (marchandises)*						FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*						FU	10 080 185	10 130 353
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	80 564 476	69 083 337
	Impôts, taxes et versements assimilés*						FX	1 770 883	1 801 503
	Salaires et traitements*						FY	19 040 517	19 333 193
	Charges sociales (10)						FZ	6 396 085	6 608 160
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	{ – dotations aux amortissements* – dotations aux provisions*	Sur immobilisations				GA	201 715	202 427
			Sur actif circulant : dotations aux provisions*				GB		
			Pour risques et charges : dotations aux provisions				GC	65 842	59 881
	Autres charges (12)						GD	2 416 557	1 895 418
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GE	363 880	492 169
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GF	120 900 143	109 606 446
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)						GG	6 186 678	5 318 023
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)						GH	1 629 208	1 219 374
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GI	978 809	1 103 836
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GJ		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GK		
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GL	625 645	572 630
	Différences positives de change						GM		593
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GN		
	Total des produits financiers (V)						GO		786
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*						GP	625 645	574 010
	Intérêts et charges assimilées (6)						GQ		
	Différences négatives de change						GR	6 094	69
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GS		
	Total des charges financières (VI)						GT		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GU	6 094	69	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GV	619 551	573 940	
						GW	7 456 628	6 007 502	

Désignation de l'entreprise **SAS URBAINE DE TRAVAUX**Néant ☐ *

		Exercice N		Exercice N - 1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	319 198		139 070
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	437		62
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	1 149 245		1 157 743
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	1 468 881		1 296 876
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	843 853		551 296
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	745		18 972
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	130 410		288 919
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	975 010		859 188
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	493 871		437 687
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	728 351		649 172
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	1 728 603		1 551 524
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	130 810 558		118 014 730
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	125 317 012		113 770 237
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	5 493 545		4 244 493
RENVOIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO			
	(2) Dont	produits de locations immobilières	HY		
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG		
	(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP		
		- Crédit-bail immobilier	HQ		
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH			
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ	582 965		461 095
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK	22		69
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX			
	(6ter) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC			
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
	(9) Dont transferts de charges	A1	8 343 873		10 696 628
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2			
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3			
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4			
	(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9				
	(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :	Exercice N			
		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels		
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N				
	Charges antérieures	Produits antérieurs			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Annexe

SOCIETE : **URBAINE DE TRAVAUX**
Forme et Capital : S.A.S. au Capital de 2.000.000 €
Siège Social : 2 avenue du Général de Gaulle - 91170 VIRY CHATILLON
R.C.S. : 321 057 978 EVRY

A N N E X E

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2017 dont le total est de **€ 80.933.887,79** et au compte de résultat présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **€ 130.810.558,08** dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de **€ 115.311.657,30** et un bénéfice de **€ 5.493.545,72** recouvrant la période du 1^{er} octobre 2016 au 30 septembre 2017.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : **386**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2017 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général N°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Mention des dérogations aux prescriptions comptables

Aucune dérogation aux principes comptables n'a été appliquée.

Changements de méthodes de présentation ou de méthodes comptables

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels ni dans les méthodes d'évaluation retenues.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeur brute des immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Approche par composants :

Les composants concernent des éléments destinés à être remplacés.

La décomposition des immobilisations porte sur :

- ↳ les constructions dont la valeur nette comptable excède 60K€.
- ↳ les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

	Date d'achat	Répartition	Amortissement
Ensemble Immobilier	27/10/1994		
Gros œuvre		50%	Linéaire 35 ans
Toiture		10%	Linéaire 15 ans
Fluide		20%	Linéaire 7 ans
Aménagement		20%	Linéaire 7 ans

Au 30 septembre 2017, aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.

Frais d'acquisition des immobilisations

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

*** Proiciels :**

- amortissent comptable : durée d'utilisation 1 à 5 ans ; mode linéaire
- amortissement fiscal : durée d'usage 1 an mode linéaire

*** Constructions : Amortissement comptable et fiscal**

- Toiture: 10 à 20 ans: Mode linéaire
- Fluides: 10 ans: Mode linéaire
- Aménagements: 10 ans: Mode linéaire
- Gros œuvre: 20 à 50 ans: Mode linéaire

*** Matériel et outillage industriels :**

- amortissent comptable : durée d'utilisation 3 à 8 ans ; mode linéaire
- amortissement fiscal : durée d'usage 3 à 8 ans ; mode linéaire ou dégressif

*** Installations générales, agencements et aménagements divers : amortissement comptable et fiscal 10 ans en linéaire**

*** Matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement**

*** Matériel de bureau : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement**

*** Matériel informatique : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement**

*** Mobilier : amortissement comptable et fiscal 3 à 5 ans linéaire**

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations

(Concerne les immeubles et les gros matériels significatifs)

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds Commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité.

Autres Immobilisations Incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de licences informatiques et sont valorisées aux coûts d'achat.

Immobilisations Financières

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Participations, Titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participations sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et des ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une telle dépréciation.

En titres de participation figurent la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF.

Stocks et Encours

Modes et méthodes d'évaluation

La société ne possède pas de stock au 30 septembre 2017.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement, conformément à l'avis n°99-10 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux contrats à long terme.

En "Encours de production de biens", figurent pour un montant de 1.618.326 €, les travaux produits non encore facturés des chantiers non terminés. Ceux-ci sont valorisés à leur prix de vente.

Les factures comptabilisées d'avance sont extournées en « produits constatés d'avance ».

Lorsqu'un contrat doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constaté une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte finale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat déjà pris en compte à la date de clôture, le prix de revient étant apprécié hors charges de frais généraux au taux standard de l'entreprise.

Les résultats prévisionnels à terminaison des chantiers sont révisés périodiquement et sont constatés en résultat exceptionnel.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées dans les cas suivants :

- créances échues entre 1 an et 2 ans : provision à 50%
- créances échues depuis plus de 2 ans : provision à 100%.

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de Trésorerie :

La société fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société centralisatrice rémunère la trésorerie disponible des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année. Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces excédents de trésorerie sont répartis en fin d'exercice.

Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Le montant des produits financiers réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2017, à 31.601 €.

Avance en compte courant :

Le montant des avances en compte courant consenti à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 22.547.521 € et a généré des produits financiers à hauteur de 551.364 €

Provisions Réglementées :

Au 30 septembre 2017, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 52.435 €.

Provisions pour Risques et Charges :

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés

Provisions pour risques chantiers/litiges :

Elles correspondent à des risques sur chantiers émanant de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale et sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs des franchises d'assurances.

Provision pour indemnités de fin de carrière :

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1.67 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 12-14)
- Taux de charges sociales : 45%
- Taux de rotation du personnel : Elevé
- Départ volontaire des salariés

Le montant de la provision s'élève à **1.678.321 €** au 30 septembre 2017.

Aucune indemnité pour départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la Caisse de retraite PRO BTP.

Provision pour médailles syndicales :

Cette provision déterminée selon une méthode statistique s'élève à **214.895 €** au 30 septembre 2017.

Provision pour SAV :

Une provision d'un montant de 4.109.991 € a été constituée pour faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme –Travaux en-cours

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat lors de l'arrêté des comptes :

- Le montant du contrat global est évalué de façon fiable,
- Le pourcentage d'avancement fait l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes,
- Les coûts sont identifiés de façon fiable,
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé déterminé en fonction de l'avancement physique des tâches.

Reprises sur dépréciations, Provisions, Transferts de charges

Ce poste s'élève à 10.403.016 € au 30 septembre 2017.

Le poste lié aux transferts de charges est de 8.343.873 €. Il est constitué, notamment, à hauteur de 4.263.374 € de refacturation de personnel et de prestations administratives à la société DARRAS & JOUANIN et à hauteur de 4.058.664 € à des frais engagés dans le cadre des Sociétés en Participation, de comptes prorata gérés, primes de concours et activités annexes.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.

Ces quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

L'utilisation par la société de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment dans le financement du fonds de roulement.

Le montant du CICE de l'année civile 2016 imputé sur l'impôt sur les sociétés du au titre de l'exercice 2017 est de 529.723 €.

Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 89.957 € et se répartissent de la façon suivante :

Cabinet Dupouy et associés	41.672 €
Cabinet GBA	16.632 €
Cabinet Pommier	31.653 €

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : FAYAT
Forme : SAS
Au capital de : 110 000 000 Euros
Adresse du siège social :
137 rue du Palais Galien
33029 BORDEAUX CEDEX

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, la société SAS URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 RUE DU PALAIS GALLIEN 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis,
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicables aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

Garanties sur marchés (présentation en K€)

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 22.535 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 3.800 K€
- au titre de la garantie de bonne fin de travaux pour 5.054 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 15.143 K€

Soit un montant total de 46.532 K€.

Le montant des engagements reçus s'élève à 10.549 K€ et se compose de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie, de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage.

FAITS MARQUANTS :

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

URBAINE de TRAVAUX a consenti un abandon de créance à caractère commercial à sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF pour un montant de 326 K€, assorti d'un retour à meilleure fortune.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	479 379		18 385
Terrains	335 388		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	2 744 646		
Constructions sur sol d'autrui	216 986		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	399 110		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 462 355		290 813
Installations générales, agenc., aménag.	435 581		23 707
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	452 493		82 640
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 046 560		397 160
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	90 921		5 300
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	345 386		253 670
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	436 307		258 970
TOTAL GENERAL	6 962 246		674 515

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			497 764	
Terrains			335 388	
Constructions sur sol propre			2 744 646	
Constructions sur sol d'autrui			216 986	
Constructions, installations générales, agenc.			399 110	
Installations techn., matériel et outillages ind.	1 476		1 751 692	
Installations générales, agencements divers	1 250		458 038	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	12 033		523 101	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 759		6 428 961	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations	4 200		92 021	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	85 134		513 922	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	89 334		605 943	
TOTAL GENERAL	104 093		7 532 668	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	466 191	11 413		477 604
Terrains				
Constructions sur sol propre	2 238 687	28 688		2 267 375
Constructions sur sol d'autrui	216 986			216 986
Constructions installations générales, agenc., aménag.	308 271	8 953		317 223
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 331 711	99 568	730	1 430 549
Installations générales, agenc. et aménag. divers	366 506	14 364	1 250	379 620
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	397 589	38 729	12 033	424 285
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 859 749	190 302	14 013	5 036 039
TOTAL GENERAL	5 325 940	201 715	14 013	5 513 643

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.		22 760			10 782		11 978
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		7 651			1 464		6 187
Embal récup.							

CORPOREL.	30 411	12 246	18 165
------------------	---------------	---------------	---------------

Acquis. titre

TOTAL	30 411	12 246	18 165
--------------	---------------	---------------	---------------

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler

Primes de remboursement des obligations

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	34 270	30 411	12 246	52 435
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	34 270	30 411	12 246	52 435
Provisions pour litiges	2 674 921	651 782	598 484	2 728 219
Provisions pour garanties données aux clients	4 368 980	331 890	590 879	4 109 991
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 895 489	3 885	6 158	1 893 216
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	2 138 581	1 529 000	1 893 581	1 774 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	11 077 971	2 516 557	3 089 102	10 505 426
Dépréciations immobilisations incorporelles	7 500			7 500
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	783 852	65 843	107 041	742 654
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	791 352	65 843	107 041	750 154
TOTAL GENERAL	11 903 593	2 612 811	3 208 389	11 308 015
Dotations et reprises d'exploitation		2 482 400	2 059 143	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		130 411	1 149 246	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	17 567	17 567	
Prêts	216 376	41 231	175 145
Autres immobilisations financières	297 546	297 546	
Clients douteux ou litigieux	889 573	889 573	
Autres créances clients	38 422 614	38 422 614	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	33 188	33 188	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	4 367	4 367	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	484 692	484 692	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	4 700 159	4 700 159	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	23 372 520	23 372 520	
Débiteurs divers	2 734 570	2 734 570	
Charges constatées d'avance	62 197	62 197	
TOTAL GENERAL	71 235 368	71 060 224	175 145

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	31 857 139	31 857 139		
Personnel et comptes rattachés	2 758 208	2 758 208		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 785 150	2 785 150		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	10 986 611	10 986 611		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	336 742	336 742		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	3 611 502	3 611 502		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 117 997	6 117 997		
TOTAL GENERAL	58 453 349	58 453 349		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

CHARGES A PAYER**30/09/2017**

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 959 159
Clients Avoirs à établir	15 161
Dettes fiscales et sociales	4 348 590
Autres dettes	46 493

TOTAL DES CHARGES A PAYER**7 369 403****PRODUITS A RECEVOIR****30/09/2017**

Clients Factures à établir	1 684 636
Avoirs à recevoir	34 701
Autres produits	

TOTAL**1 719 337****CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE****30/09/2017**

Charges constatées d'avance	62 197
Produits constatés d'avance	6 117 997

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	100 000			20
Actions amorties				0,00
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				0,00
Actions préférentielles				0,00
Parts sociales				0,00
Certificats d'investissements				0,00

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		7 629 780
Distributions sur résultats antérieurs		3 500 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		4 129 780

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	12 246	30 411
Autres variations		
Résultat de l'exercice		5 493 546
SOLDE		5 511 711

Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		9 641 491

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

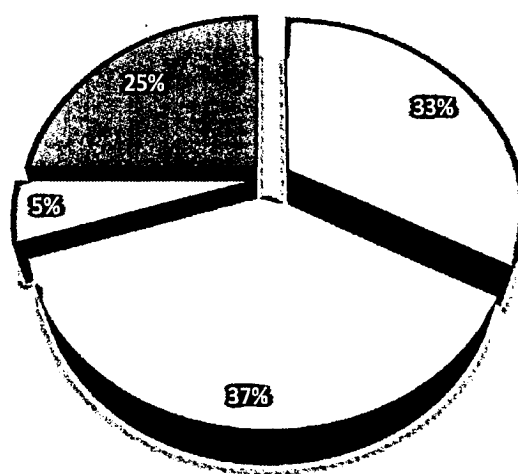
30/09/2017

Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

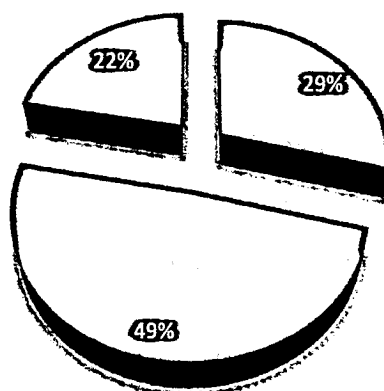
Travaux Publics : 39%

Bâtiment : 61%

Et au sein de ces deux activités :

REPARTITION DE L'ACTIVITE TRAVAUX PUBLIC EN POURCENTAGE

■ Génie Civil et Ouvrage d'Art ■ Assainissement - Tunnelier
■ Travaux Urbains et Voirie ■ Fluides et Canalisations

REPARTITION DE L'ACTIVITE BATIMENT EN POURCENTAGE

■ Equipements Scolaires, Sportifs et de loisirs ■ Logements ■ Equipements Tertiaires et Industriels

Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
-----------------------	---------	----------------------

Transferts de charges d'exploitation

8 343 873

Ce poste est constitué notamment de refacturation de frais de personnel et de prestations administratives à la société Darras & Jouanin, et de frais engagés pour compte sur les chantiers.

TOTAL

8 343 873

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges Exceptionnelles clients / fournisseurs	4 470	
Charges Exceptionnelles de personnel	511 505	
Abandon de créance	326 000	
Valeur nette comptable des éléments cédés	746	
Amortissements Dérogatoires	30 411	
Amendes et pénalités - Provision pour Amende	101 879	

TOTAL	975 011
-------	---------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits exceptionnels clients / fournisseurs	318 505	
Produit de cession des immobilisations	438	
Reprise / amortissements dérogatoires	12 246	
Reprise de provision pour perte à terminaison	1 137 000	
Divers	693	

TOTAL	1 468 882
-------	-----------

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	7 456 629	2 132 834	5 323 795
Résultat exceptionnel à court terme	493 871	-183 792	677 663
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-728 351	-220 439	-507 912
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	7 222 149	1 728 603	5 493 546

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			5 493 546
Impôt sur les bénéfices			1 728 603
RESULTAT AVANT IMPOT			7 222 149
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	30 411	12 246	18 165
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	30 411	12 246	18 165
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			7 240 314

Situation fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	17 478
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	17 478
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	75 350
Participation des salariés	242 783
Autres	26 405
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	559 440
TOTAL ALLEGEMENTS	903 978
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-886 500

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	86	
ETAM	80	
Ouvriers	218	
Apprentis	2	
TOTAL		386

Filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute	Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette	Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
FAYAT IMMOBILIER IDF	52 101	100	72 654		359 000	157 235
						-22 362
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
SCCV EDOUARD BRANLY MONTAGNE PI		50	500			
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAI		50	500			
SCCV NOISY BOISSIERE		50	800			
		0,00				
		0,00				
		0,00				
AUTRES PARTICIPATIONS						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				

Résultat des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	115 311 657	103 366 084	82 956 975	106 328 804	168 460 173
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	7 556 637	6 016 341	5 205 334	4 888 054	7 485 110
Impôts sur les bénéfices	1 728 603	1 551 524	1 619 714	1 362 121	1 015 507
Participation des salariés	728 351	649 172	773 316	490 984	458 909
Dot. Amortissements et provisions	-393 863	-428 848	-294 542	307 259	1 203 520
Résultat net	5 493 546	4 244 494	3 106 846	2 727 690	4 807 174
Résultat distribué		3 500 000	3 000 000	2 300 000	4 800 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	51	38,16	28,12	30,35	60,11
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	54,94	42,44	31,07	27,28	48,07
Dividende attribué	0	35	30	23	48
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	386	389	411	441	501
Masse salariale	19 040 518	19 333 194	19 954 915	21 141 677	23 334 250
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	6 396 086	6 608 160	6 890 441	7 519 185	8 636 413

GBA Audit & Finance

10, rue du Docteur Finlay

75015 PARIS

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de
Paris

DUPOUY et Associés

6-8 avenue des Satellites

33185 LE HAILLAN

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de
Bordeaux

SAS URBAINE DE TRAVAUX

*2 avenue du Général De Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX*

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 30 septembre 2017

EXEMPLAIRE GREFFE

GBA Audit & Finance
10, rue du Docteur Finlay

75015 PARIS

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de
Paris

DUPOUY et Associés
6-8 avenue des Satellites

33185 LE HAILLAN

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de
Bordeaux

SAS URBAINE DE TRAVAUX

2 avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 30 septembre 2017

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société URBAINE DE TRAVAUX relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note « Contrats long terme – Travaux en cours » en page 16 de l'annexe par l'application de la méthode de l'avancement.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations de l'avancement physique des travaux, à revoir les calculs effectués par la société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Provisions Risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles, tels que décrits dans les notes aux pages 14 et 15 de l'annexe.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Le Haillan, le 21 mars 2018

Les commissaires aux comptes

GBA Audit & Finance

Représenté par :

Xavier LECARON

Dupouy et Associés

Représenté par :

Yves BOUTOURLINSKY

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/09/2017	30/09/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	490 264	477 604	12 660	5 688
Fonds commercial	7 500	7 500		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	335 388		335 388	335 388
Constructions	3 360 742	2 801 585	559 158	596 799
Installations techniques, matériel, outillage	1 751 692	1 430 549	321 143	130 644
Autres immobilisations corporelles	981 139	803 905	177 234	123 980
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	74 454		74 454	72 654
Créances rattachées à des participations	17 567		17 567	18 267
Autres titres immobilisés				
Prêts	216 376		216 376	276 400
Autres immobilisations financières	297 546		297 546	68 986
ACTIF IMMOBILISE	7 532 668	5 521 143	2 011 526	1 628 806
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	1 618 326		1 618 326	447 946
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	410 110		410 110	126 077
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	39 312 187	742 654	38 569 533	35 120 739
Autres créances	31 329 496		31 329 496	25 531 788
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	6 932 700		6 932 700	9 676 146
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	62 197		62 197	49 757
ACTIF CIRCULANT	79 665 016	742 654	78 922 362	70 952 454
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	87 197 684	6 263 796	80 933 888	72 581 260

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Bilan - Passif

Rubriques	30/09/2017	30/09/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 2 000 000)	2 000 000	2 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	200 000	200 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes	1 000 000	1 000 000
Report à nouveau	895 510	151 016
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	5 493 546	4 244 494
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	52 435	34 270
CAPITAUX PROPRES	9 641 491	7 629 780
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	7 138 210	8 490 901
Provisions pour charges	3 367 216	2 587 070
PROVISIONS	10 505 426	11 077 971
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 333 622	1 351 919
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 857 139	24 968 514
Dettes fiscales et sociales	16 866 711	15 749 855
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 611 502	6 961 601
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	6 117 997	4 841 620
DETTES	60 786 971	53 873 509
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	80 933 888	72 581 260

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	30/09/2017	30/09/2016
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	106 604 156		106 604 156	93 154 856
Production vendue de services	8 707 501		8 707 501	10 211 228
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	115 311 657		115 311 657	103 366 084
Production stockée			1 170 380	-1 208 142
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				700
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			10 403 016	12 414 381
Autres produits			201 769	351 447
PRODUITS D'EXPLOITATION			127 086 822	114 924 470
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			10 080 185	10 130 354
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			80 564 477	69 083 338
Impôts, taxes et versements assimilés			1 770 883	1 801 504
Salaires et traitements			19 040 518	19 333 194
Charges sociales			6 396 086	6 608 160
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			201 715	202 428
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			65 843	59 882
Dotations aux provisions			2 416 557	1 895 418
Autres charges			363 880	492 170
CHARGES D'EXPLOITATION			120 900 144	109 606 447
RESULTAT D'EXPLOITATION			6 186 679	5 318 023
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			1 629 208	1 219 374
Perte supportée ou bénéfice transféré			978 810	1 103 836
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			625 646	572 630
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				594
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				786
PRODUITS FINANCIERS			625 646	574 010
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			6 094	70
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			6 094	70
RESULTAT FINANCIER			619 552	573 941
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			7 456 629	6 007 502

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

Rubriques	30/09/2017	30/09/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	319 198	139 070
Produits exceptionnels sur opérations en capital	438	63
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	1 149 246	1 157 744
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 468 882	1 296 876
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	843 854	551 297
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	746	18 972
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	130 411	288 920
CHARGES EXCEPTIONNELLES	975 011	859 189
RESULTAT EXCEPTIONNEL	493 871	437 687
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	728 351	649 172
Impôts sur les bénéfices	1 728 603	1 551 524
TOTAL DES PRODUITS	130 810 558	118 014 731
TOTAL DES CHARGES	125 317 012	113 770 237
BENEFICE OU PERTE	5 493 546	4 244 494

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Annexe

SOCIETE : **URBAINE DE TRAVAUX**
Forme et Capital : S.A.S. au Capital de 2.000.000 €
Siège Social : 2 avenue du Général de Gaulle - 91170 VIRY CHATILLON
R.C.S. : 321 057 978 EVRY

A N N E X E

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2017 dont le total est de **€ 80.933.887,79** et au compte de résultat présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **€ 130.810.558,08** dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de **€ 115.311.657,30** et un bénéfice de **€ 5.493.545,72** recouvrant la période du 1^{er} octobre 2016 au 30 septembre 2017.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : **386**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2017 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général N°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Mention des dérogations aux prescriptions comptables

Aucune dérogation aux principes comptables n'a été appliquée.

Changements de méthodes de présentation ou de méthodes comptables

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels ni dans les méthodes d'évaluation retenues.

NOTES SUR LE BILAN

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeur brute des immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Approche par composants :

Les composants concernent des éléments destinés à être remplacés.

La décomposition des immobilisations porte sur :

- ↳ les constructions dont la valeur nette comptable excède 60K€.
- ↳ les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

	Date d'achat	Répartition	Amortissement
Ensemble Immobilier	27/10/1994		
Gros œuvre		50%	Linéaire 35 ans
Toiture		10%	Linéaire 15 ans
Fluide		20%	Linéaire 7 ans
Aménagement		20%	Linéaire 7 ans

Au 30 septembre 2017, aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.

Frais d'acquisition des immobilisations

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

*** Progiciels :**

- amortissent comptable : durée d'utilisation 1 à 5 ans ; mode linéaire
- amortissement fiscal : durée d'usage 1 an mode linéaire

*** Constructions : Amortissement comptable et fiscal**

- Toiture: 10 à 20 ans: Mode linéaire
- Fluides: 10 ans: Mode linéaire
- Aménagements: 10 ans: Mode linéaire
- Gros œuvre: 20 à 50 ans: Mode linéaire

*** Matériel et outillage industriels :**

- amortissent comptable : durée d'utilisation 3 à 8 ans ; mode linéaire
- amortissement fiscal : durée d'usage 3 à 8 ans ; mode linéaire ou dégressif

*** Installations générales, agencements et aménagements divers : amortissement comptable et fiscal 10 ans en linéaire**

*** Matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement**

*** Matériel de bureau : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement**

*** Matériel informatique : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement**

*** Mobilier : amortissement comptable et fiscal 3 à 5 ans linéaire**

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations***(Concerne les immeubles et les gros matériels significatifs)***

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds Commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité.

Autres Immobilisations Incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de licences informatiques et sont valorisées aux coûts d'achat.

Immobilisations Financières

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Participations, Titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participations sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et des ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une telle dépréciation.

En titres de participation figurent la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF.

Stocks et Encours

Modes et méthodes d'évaluation

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

La société ne possède pas de stock au 30 septembre 2017.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement, conformément à l'avis n°99-10 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux contrats à long terme.

En "Encours de production de biens", figurent pour un montant de 1.618.326 €, les travaux produits non encore facturés des chantiers non terminés. Ceux-ci sont valorisés à leur prix de vente.

Les factures comptabilisées d'avance sont extournées en « produits constatés d'avance ».

Lorsqu'un contrat doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constaté une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte finale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat déjà pris en compte à la date de clôture, le prix de revient étant apprécié hors charges de frais généraux au taux standard de l'entreprise.

Les résultats prévisionnels à terminaison des chantiers sont révisés périodiquement et sont constatés en résultat exceptionnel.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées dans les cas suivants :

- créances échues entre 1 an et 2 ans : provision à 50%
- créances échues depuis plus de 2 ans : provision à 100%.

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de Trésorerie :

La société fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société centralisatrice rémunère la trésorerie disponible des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année. Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces excédents de trésorerie sont répartis en fin d'exercice.

Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Le montant des produits financiers réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2017, à 31.601 €.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Avance en compte courant :

Le montant des avances en compte courant consenti à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 22.547.521 € et a généré des produits financiers à hauteur de 551.364 €

Provisions Réglementées :

Au 30 septembre 2017, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 52.435 €.

Provisions pour Risques et Charges :

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés

Provisions pour risques chantiers/litiges :

Elles correspondent à des risques sur chantiers émanant de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale et sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs des franchises d'assurances.

Provision pour indemnités de fin de carrière :

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1.67 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 12-14)
- Taux de charges sociales : 45%
- Taux de rotation du personnel : Elevé
- Départ volontaire des salariés

Le montant de la provision s'élève à **1.678.321 €** au 30 septembre 2017.

Aucune indemnité pour départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la Caisse de retraite PRO BTP.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Provision pour médailles syndicales :

Cette provision déterminée selon une méthode statistique s'élève à **214.895 €** au 30 septembre 2017.

Provision pour SAV :

Une provision d'un montant de 4.109.991 € a été constituée pour faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Contrats long terme –Travaux en-cours

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat lors de l'arrêté des comptes :

- Le montant du contrat global est évalué de façon fiable,
- Le pourcentage d'avancement fait l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes,
- Les coûts sont identifiés de façon fiable,
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé déterminé en fonction de l'avancement physique des tâches.

Reprises sur dépréciations, Provisions, Transferts de charges

Ce poste s'élève à 10.403.016 € au 30 septembre 2017.

Le poste lié aux transferts de charges est de 8.343.873 €. Il est constitué, notamment, à hauteur de 4.263.374 € de refacturation de personnel et de prestations administratives à la société DARRAS & JOUANIN et à hauteur de 4.058.664 € à des frais engagés dans le cadre des Sociétés en Participation, de comptes prorata gérés, primes de concours et activités annexes.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.

Ces quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

L'utilisation par la société de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment dans le financement du fonds de roulement.

Le montant du CICE de l'année civile 2016 imputé sur l'impôt sur les sociétés du au titre de l'exercice 2017 est de 529.723 €.

Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 89.957 € et se répartissent de la façon suivante :

Cabinet Dupouy et associés	41.672 €
Cabinet GBA	16.632 €
Cabinet Pommier	31.653 €

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : FAYAT
Forme : SAS
Au capital de : 110 000 000 Euros
Adresse du siège social :
137 rue du Palais Galien
33029 BORDEAUX CEDEX

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, la société SAS URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 RUE DU PALAIS GALLIEN 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis,
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicables aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

Garanties sur marchés

(présentation en K€)

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 22.535 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 3.800 K€
- au titre de la garantie de bonne fin de travaux pour 5.054 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 15.143 K€

Soit un montant total de 46.532 K€.

Le montant des engagements reçus s'élève à 10.549 K€ et se compose de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie, de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage.

FAITS MARQUANTS :

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

URBAINE de TRAVAUX a consenti un abandon de créance à caractère commercial à sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF pour un montant de 326 K€, assorti d'un retour à meilleure fortune.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	479 379		18 385
Terrains	335 388		
	Dont composants		
Constructions sur sol propre	2 744 646		
Constructions sur sol d'autrui	216 986		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	399 110		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 462 355		290 813
Installations générales, agenc., aménag.	435 581		23 707
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	452 493		82 640
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 046 560		397 160
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	90 921		5 300
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	345 386		253 670
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	436 307		258 970
TOTAL GENERAL	6 962 246		674 515

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			497 764	
Terrains			335 388	
Constructions sur sol propre			2 744 646	
Constructions sur sol d'autrui			216 986	
Constructions, installations générales, agenc.			399 110	
Installations techn., matériel et outillages ind.	1 476		1 751 692	
Installations générales, agencements divers	1 250		458 038	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		12 033	523 101	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 759		6 428 961	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations	4 200		92 021	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	85 134		513 922	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	89 334		605 943	
TOTAL GENERAL	104 093		7 532 668	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	466 191	11 413		477 604
Terrains				
Constructions sur sol propre	2 238 687	28 688		2 267 375
Constructions sur sol d'autrui	216 986			216 986
Constructions installations générales, agenc., aménag.	308 271	8 953		317 223
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 331 711	99 568	730	1 430 549
Installations générales, agenc. et aménag. divers	366 506	14 364	1 250	379 620
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	397 589	38 729	12 033	424 285
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 859 749	190 302	14 013	5 036 039
TOTAL GENERAL	5 325 940	201 715	14 013	5 513 643

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains

Construct.

- sol propre

- sol autrui

- installations

Install. Tech.

Install. Gén.

Mat. Transp.

Mat bureau

Embal récup.

22 760

10 782

11 978

7 651

1 464

6 187

CORPOREL.**30 411****12 246****18 165**

Acquis. titre

TOTAL**30 411****12 246****18 165**

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler

Primes de remboursement des obligations

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	34 270	30 411	12 246	52 435
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	34 270	30 411	12 246	52 435
Provisions pour litiges	2 674 921	651 782	598 484	2 728 219
Provisions pour garanties données aux clients	4 368 980	331 890	590 879	4 109 991
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 895 489	3 885	6 158	1 893 216
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	2 138 581	1 529 000	1 893 581	1 774 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	11 077 971	2 516 557	3 089 102	10 505 426
Dépréciations immobilisations incorporelles	7 500			7 500
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	783 852	65 843	107 041	742 654
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	791 352	65 843	107 041	750 154
TOTAL GENERAL	11 903 593	2 612 811	3 208 389	11 308 015
Dotations et reprises d'exploitation		2 482 400	2 059 143	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		130 411	1 149 246	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	17 567	17 567	
Prêts	216 376	41 231	175 145
Autres immobilisations financières	297 546	297 546	
Clients douteux ou litigieux	889 573	889 573	
Autres créances clients	38 422 614	38 422 614	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	33 188	33 188	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	4 367	4 367	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	484 692	484 692	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	4 700 159	4 700 159	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	23 372 520	23 372 520	
Débiteurs divers	2 734 570	2 734 570	
Charges constatées d'avance	62 197	62 197	
TOTAL GENERAL	71 235 368	71 060 224	175 145

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	31 857 139	31 857 139		
Personnel et comptes rattachés	2 758 208	2 758 208		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 785 150	2 785 150		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	10 986 611	10 986 611		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	336 742	336 742		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	3 611 502	3 611 502		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 117 997	6 117 997		
TOTAL GENERAL	58 453 349	58 453 349		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

CHARGES A PAYER**30/09/2017**

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 959 159
Clients Avoirs à établir	15 161
Dettes fiscales et sociales	4 348 590
Autres dettes	46 493

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

TOTAL DES CHARGES A PAYER**7 369 403****PRODUITS A RECEVOIR****30/09/2017**

Clients Factures à établir	1 684 636
Avoirs à recevoir	34 701
Autres produits	

TOTAL**1 719 337****CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE****30/09/2017**

Charges constatées d'avance	62 197
Produits constatés d'avance	6 117 997

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	100 000			20
Actions amorties				0,00
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				0,00
Actions préférentielles				0,00
Parts sociales				0,00
Certificats d'investissements				0,00

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		7 629 780
Distributions sur résultats antérieurs		3 500 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		4 129 780
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	12 246	30 411
Autres variations		
Résultat de l'exercice		5 493 546
SOLDE		5 511 711
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		9 641 491

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

30/09/2017

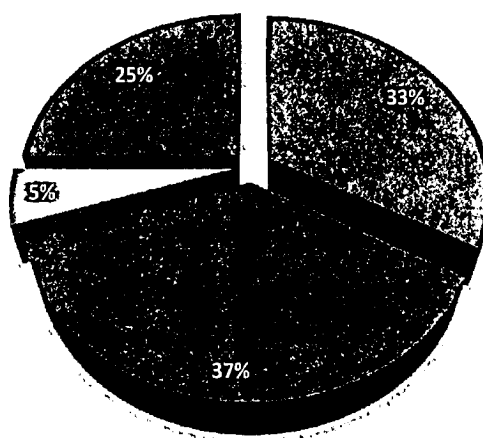
Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

Travaux Publics : 39%

Bâtiment : 61%

Et au sein de ces deux activités :

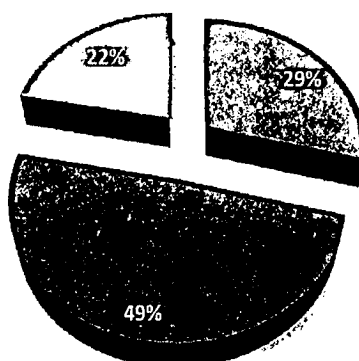
REPARTITION DE L'ACTIVITE TRAVAUX PUBLIC EN POURCENTAGE



■ Génie Civil et Ouvrage d'Art ■ Assainissement - Tunnelier

▨ Travaux Urbains et Voirie ■ Fluides et Canalisation

REPARTITION DE L'ACTIVITE BATIMENT EN POURCENTAGE



■ Equipements Scolaires, Sportifs et de loisirs ■ Logements ■ Equipements Tertiaires et Industriels

Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
-----------------------	---------	----------------------

Transferts de charges d'exploitation	8 343 873	
--------------------------------------	-----------	--

Ce poste est constitué notamment de refacturation de frais de personnel et de prestations administratives à la société Darras & Jouanin, et de frais engagés pour compte sur les chantiers.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

TOTAL	8 343 873	
-------	-----------	--

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges Exceptionnelles clients / fournisseurs	4 470	
Charges Exceptionnelles de personnel	511 505	
Abandon de créance	326 000	
Valeur nette comptable des éléments cédés	746	
Amortissements Dérogatoires	30 411	
Amendes et pénalités - Provision pour Amende	101 879	
Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes		

TOTAL	975 011
--------------	----------------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits exceptionnels clients / fournisseurs	318 505	
Produit de cession des immobilisations	438	
Reprise / amortissements dérogatoires	12 246	
Reprise de provision pour perte à terminaison	1 137 000	
Divers	693	

TOTAL	1 468 882
--------------	------------------

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	7 456 629	2 132 834	5 323 795
Résultat exceptionnel à court terme	493 871	-183 792	677 663
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-728 351	-220 439	-507 912
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	7 222 149	1 728 603	5 493 546

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			5 493 546
Impôt sur les bénéfices			1 728 603
RESULTAT AVANT IMPOT			7 222 149
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	30 411	12 246	18 165
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	30 411	12 246	18 165
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			7 240 314

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Situation fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	17 478
TOTAL ACCROISSEMENTS	
	17 478
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	75 350
Participation des salariés	242 783
Autres	26 405
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	559 440
TOTAL ALLEGEMENTS	
	903 978
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	
	-886 500

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	86	
ETAM	80	
Ouvriers	218	
Apprentis	2	
<i>Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes</i>		
TOTAL		386

Filiales et participations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
FAYAT IMMOBILIER IDF	52 101	100	72 654		359 000	157 235 -22 362
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
SCCV EDOUARD BRANLY MONTAGNE PI		50	500			
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAI		50	500			
SCCV NOISY BOISSIERE		50	800			
		0,00				
		0,00				
		0,00				
AUTRES PARTICIPATIONS						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Résultat des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	115 311 657	103 366 084	82 956 975	106 328 804	168 460 173
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	7 556 637	6 016 341	5 205 334	4 888 054	7 485 110
Impôts sur les bénéfices	1 728 603	1 551 524	1 619 714	1 362 121	1 015 507
Participation des salariés	728 351	649 172	773 316	490 984	458 909
Dot. Amortissements et provisions	-393 863	-428 848	-294 542	307 259	1 203 520
Résultat net	5 493 546	4 244 494	3 106 846	2 727 690	4 807 174
Résultat distribué		3 500 000	3 000 000	2 300 000	4 800 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	51	38,16	28,12	30,35	60,11
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	54,94	42,44	31,07	27,28	48,07
Dividende attribué	0	35	30	23	48
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	386	389	411	441	501
Masse salariale	19 040 518	19 333 194	19 954 915	21 141 677	23 334 250
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	6 396 086	6 608 160	6 890 441	7 519 185	8 636 413

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes